

Un monde sans la City ni Wall Street

Deux tiers des Français trouvent cette campagne présidentielle consternante. Ils ont raison. Face au drame humain que nous vivons, les candidats sortent leurs calculettes, répètent leurs slogans et débitent des idées reçues comme s'ils étaient dans un bac à sable.

J'interviens donc pour tenter d'introduire un principe de réalité, un souffle et un projet. Il faut redonner **priorité à la justice sociale et au travail,** mais c'est impossible dans le système financier et monétaire actuel. Il faut donc en changer. Il faut **rétablir la paix face au risque de guerre qui rôde à partir du Moyen-Orient,** mais c'est impossible sans grands projets de développement mutuel. Il faut donc les lancer.

La France ne peut à elle seule faire ces deux choses, mais peut devenir le catalyseur qui permettra à l'expérience de réussir. Mon objectif est d'être **le catalyseur** des forces politiques qui s'engageront pour que notre pays puisse jouer ce rôle. C'est l'aventure d'**une nouvelle Résistance,** cette fois face au monde de la finance, et d'**une nouvelle Renaissance,** cette fois face à une élite de possédants, émanation de la mondialisation financière qui dégrade les êtres humains.
Relevons donc les vrais défis sans nous en laisser détourner.

Arrêter le saccage social

On n'arrêtera jamais le saccage social en s'obstinant à rechercher l'équilibre budgétaire que nous promettent M. Bayrou pour 2015, M. Sarkozy pour 2016 et M. Hollande pour 2017. **Ce que cache cet équilibre, c'est l'acceptation par les Etats de rembourser les dettes de jeu illégitimes des grandes banques en imposant l'austérité au peuple.** La catastrophe grecque ne serait dans ces conditions que le premier domino d'un effondrement économique généralisé, en Europe et dans le monde.

Il faut au contraire prendre le taureau financier par les cornes et éliminer les dettes illégitimes afin de redonner priorité au travail humain qualifié et aux technologies de pointe.

1 Couper les banques en deux pour faire sauter le verrou financier comme à la Libération

Il faut tarir la source de l'oligarchie financière en séparant banques de dépôt et de crédit d'une part, et banques d'affaires de l'autre. Aujourd'hui, en France, les deux sont confondues. Pour séparer celles qui offrent du crédit aux ménages et aux entreprises de celles qui jouent sur les marchés, il faut constituer une commission d'enquête parlementaire dotée de pouvoirs d'instruction et de réquisition. Le but est d'abord d'exposer au peuple ce qui se passe. Puis de protéger les fonctions utiles de crédit et de dépôt. Ceux qui refusent cette démarche sont ceux qui méprisent le peuple et veulent continuer à le piller.

2 Mettre en faillite les banques d'affaires qui ont joué et perdu

Il faut dire à ces banquiers d'affaires : on ne vous renfloue plus ! On arrête le petit jeu de la Banque centrale européenne. Vous avez perdu, vous devez donc payer vos propres dettes de jeu et être mis en faillite si vous en êtes incapables. Arrêtons de nourrir un cadavre financier au détriment du niveau de vie des peuples et de la croissance réelle des économies !

Il faut en même temps éliminer autant que possible les moyens de spéculer sur les marchés :

- ▶ abroger la directive européenne MIF (marchés d'instruments financiers) qui permet aux établissements financiers de spéculer à tout va, dans l'opacité la plus absolue, en multipliant les délits d'initiés.
- ▶ interdire de jouer avec des produits financiers sur ce qu'on mange, ce qu'on respire (droits à l'émission de gaz à effet de serre) et sur la vie elle-même.
- ▶ sortir du système de cotation en continu qui permet aux initiés de fausser les marchés et de spolier travailleurs et producteurs.

C'est le minimum pour nettoyer les écuries d'Augias, polluées par les parieurs.

3 Créer une banque nationale pour investir dans les équipements publics, l'école, l'hôpital, le laboratoire et les TPE et PME inventives

Un nettoyage ne sera pas suffisant pour créer les moyens du redémarrage. Pour cela, **le carburant ne peut être que du crédit productif public organisé autour d'une banque nationale.** Pas une banque centrale « indépendante », c'est-à-dire gérée par des financiers, mais un système sous contrôle du peuple et de ses élus, permettant de relancer l'économie par l'émission de crédit à long terme et très faible taux d'intérêt.

En l'absence de ce système de banque nationale et de crédit public, prétendre assurer la justice sociale et financer l'école, l'hôpital, le laboratoire et les TPE et PME équivaut à tromper les électeurs, c'est-à-dire à nous tromper.

Avec lui, au contraire, on pourra **investir dans de grands projets créateurs d'emplois qualifiés (énergie, eau, transports rapides, recherche).**

Alors oui, on pourra financer la formation des enseignants avant de les plonger dans le bain de l'enseignement, augmenter leurs rémunérations comme ailleurs en Europe et consacrer autant aux universités qu'aux « grandes écoles ». Alors oui, on pourra mettre en œuvre une formation professionnelle pour qui en a besoin. Alors oui, on pourra offrir à chaque jeune qui cherche un emploi une allocation d'insertion correspondant à un RSA augmenté à 600 €, et une allocation d'études digne de ce nom à tous les jeunes. Alors oui, on pourra sauver la médecine du travail et l'hôpital public, car être malade ne doit pas devenir un luxe. Alors oui, on pourra consacrer à la recherche plus de 3% du produit intérieur brut. Alors oui, on pourra offrir à tous un accès égal à la justice et à la politique, en multipliant par quatre l'aide juridictionnelle et en permettant aux riches comme aux pauvres de bénéficier de l'aide au financement des partis politiques et non en réservant l'avantage d'une déduction fiscale aux 50% des Français qui paient l'impôt sur le revenu.

Assez d'une France où c'est « pour les jeunes la galère, pour les vieux la misère », assez d'une France où c'est la souffrance au travail pour une majorité !

www.**cheminade2012**.fr

Assurer la paix mondiale avec de grands projets

Notre politique nationale et notre politique internationale doivent marcher du même pas. Se battre pour y parvenir occupera plus de la moitié du temps du futur président, bien que l'on n'en parle pratiquement pas dans cette campagne. Pour moi au contraire, notre pays doit devenir exemplaire pour le reste de l'Europe et du monde. C'est le fondement même du gaullisme de gauche, qui est mon engagement. C'est pourquoi, après avoir assaini le système bancaire chez nous, je me rendrai immédiatement à Bruxelles, Washington, Moscou et Pékin pour réunir de toute urgence une vraie consultation mondiale, jetant les bases de la paix et de la justice sociale par le développement mutuel.

4 Bâtir une Europe des patries pour combattre le féodalisme financier

Je commencerai par l'Europe, en disant brutalement à nos partenaires que nous nous sommes égarés. Ou bien nous nous engageons ensemble dans la perspective que je viens de définir : rétablir par de grands projets les conditions d'un avenir commun de nos patries. Ou bien nous ne pourrons plus vivre ensemble. Car la logique actuelle de compétition à la baisse des salaires nous mène à une destruction mutuelle assurée.

L'Europe ne doit plus être le cheval de Troie de la mondialisation financière, de la City et de Wall Street, mais une locomotive de la reprise mondiale.

Est-ce encore possible ? Oui, si nous abrogeons tout de suite, ensemble, l'article 123 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui interdit aux banques centrales de prêter de l'argent aux Etats sans intérêt ou à bas taux, les contraignant à emprunter cet argent avec intérêt à des acteurs privés, qui font ainsi un bénéfice à leur détriment. Chez nous, il faut abroger les lois du 4 août 1993 et du 12 mai 1998, qui interdisent de fait et de droit l'émission de crédit public.

L'Europe doit faire sauter ce verrou pour retrouver sa raison d'être. Si elle ne le fait pas, la France doit tout de suite revenir au franc pour ses transactions intérieures, en conservant un euro monnaie commune pour la mise en œuvre de grands projets européens. Est-ce un chantage ? Non, c'est le défi pour un redressement.

5 Se donner les moyens de peupler le monde avec la physique nucléaire

Il faut faire de l'Europe, de l'Eurasie et du monde un grand chantier créateur d'emplois qualifiés : l'économie, ce n'est pas gagner de l'argent en revendant plus cher ce qu'on a acheté bon marché, mais créer les meilleures conditions possibles pour la création humaine et l'équipement de la nature.

C'est ici que je me sépare totalement des thèses écologistes, du NPA et de M. Mélenchon, car il n'est pas d'issue qui ramène au passé. **La paix et le peuplement du monde ne peuvent être assurés que par une plate-forme de grands travaux à l'échelle internationale.** Les formes de production d'énergie et les technologies les plus denses, par être humain, par unité de surface et par matière utilisée, doivent en être le fondement, ce qui signifie aujourd'hui toutes les ressources de la physique nucléaire. Non en répétant toujours les mêmes technologies mais en en incorporant constamment de nouvelles. Jusqu'à arriver un jour à maîtriser la fusion thermonucléaire et les réactions matière antimatière. Ainsi et ainsi seulement se créera une dynamique de l'accroissement du travail productif. Sans le nucléaire, il faudrait accepter la décroissance physique, ce qui conduirait fatalement à la guerre et au dépeuplement dans un monde de ressources limitées.

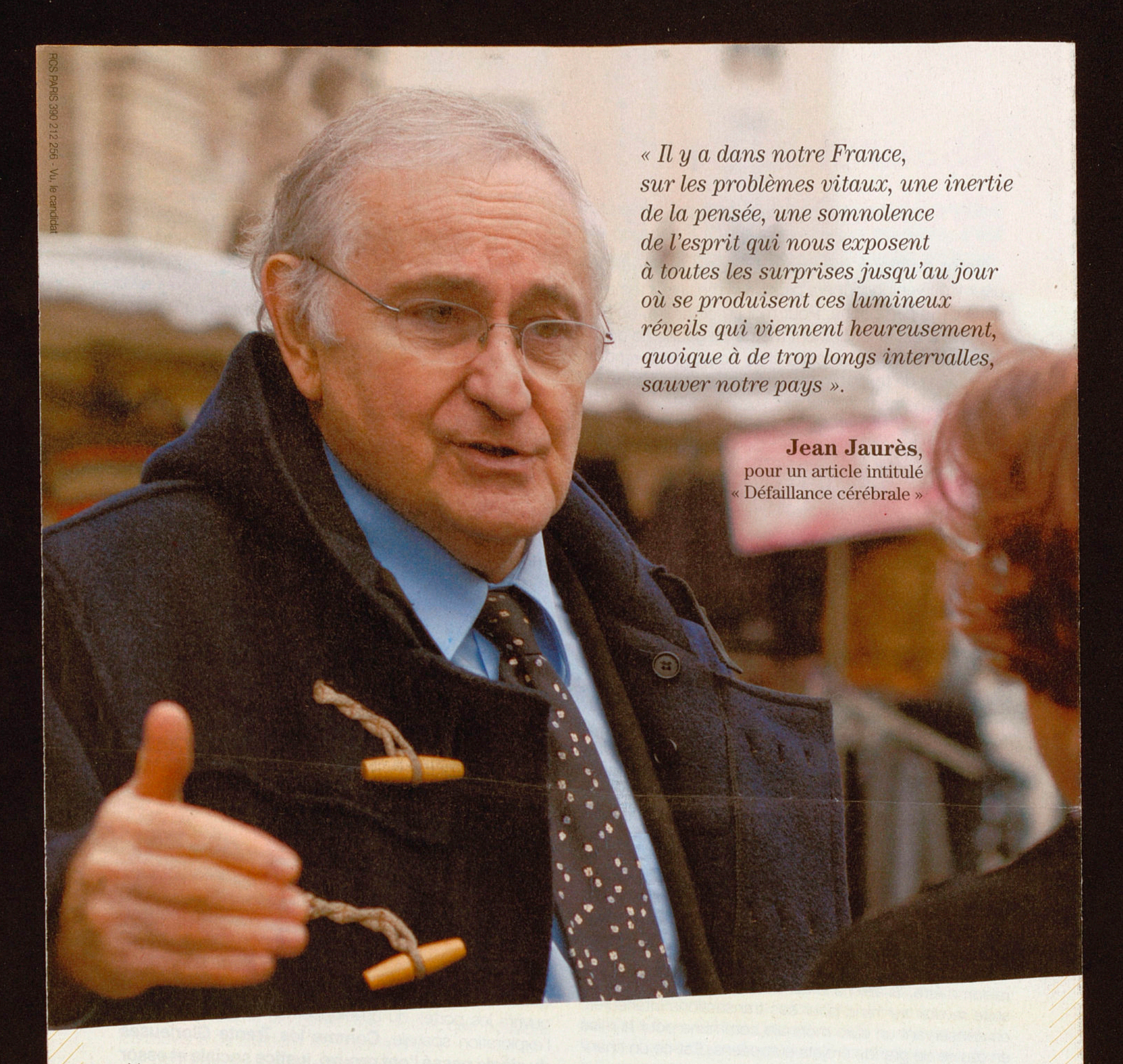
6 Relever les défis du développement de l'Afrique et de l'exploration spatiale

Ces découvertes dans la physique nucléaire, permettant la transformation et la transmutation d'éléments, en élevant au rang de ressources ce qui n'était auparavant que des objets passifs de la nature, sont ce qui nous ouvrira les portes du développement de l'Afrique et de l'exploration spatiale. **Comme les Trente Glorieuses du siècle passé l'ont prouvé, justice sociale et essor de la science doivent participer du même élan.**

Car si on ne voit pas loin, on reste myope, et si on reste au berceau, on ne peut pas grandir. Sans développer l'Afrique, en remettant en eau le lac Tchad, on laissera cette partie du monde sans poumon. Sans l'espace, on ne verra pas plus loin que le bout de son nez terrestre. C'est le sort de ceux qui se moquent de cette partie de mon projet, sans voir que la Chine et la Russie s'élancent vers là où leur confort immédiat et leur paresse intellectuelle ne les porteraient, eux, jamais.

Voilà donc ce pourquoi je me bats. Voilà donc les vrais enjeux d'une présidentielle. Non pas « combien ça coûte » ni « comment on va faire pour renflouer les grandes banques », mais comment construire ensemble le monde de demain dont la France doit être l'un des principaux catalyseurs.

Voter pour ces idées élèvera l'enjeu au niveau de l'époque. J'appelle cela le vote utile. Le vrai.



Nous voici parvenus à un de ces moments de l'histoire où s'offre la chance d'un de ces lumineux réveils évoqués par Jaurès. Nous n'avons pas le droit de la laisser passer.

La vraie dette n'est pas celle qui est due aux spéculateurs et aux prédateurs. C'est la dette que nous avons contractée envers les générations passées et que nous devons acquitter envers les générations futures.

Pour transmettre ainsi le flambeau, il nous faut mener une double guerre, sur les fronts économique et culturel, chez nous et à l'échelle du monde. Nous pouvons la gagner si nous engageons la bataille partout, sur les lieux de travail, dans les urnes et sur le terrain des écrans.

Il ne faut jamais accepter que la vie humaine soit une chose chiffrable. Elle est définie par l'imagination créatrice qui bouscule les idées reçues et suscite une société de patriotes et citoyens du monde. La France peut et doit en être l'exemple. Je me battrai pour qu'elle le soit. Je me battrai pour qu'elle soit la première à défendre ce que Charles de Gaulle appelait « la cause de l'humanité ».

Ce n'est pas utopique, car c'est continuer comme on va qui nous mène droit dans le mur.

www.**cheminade2012**.fr